

Flash Economie

2 septembre 2016 - 877

Il y a forte concurrence par les coûts entre les pays de la zone euro : quelles conséquences ?

On observe depuis la crise de 2008-2009 une forte concurrence par les coûts entre les pays de la zone euro (nous nous concentrons sur l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie). Les pays qui ont amélioré leur compétitivité-coût (Espagne, France) bénéficient d'un redressement de l'investissement et des exportations ; ceux où elle se dégrade (Allemagne, Italie) voient leur situation relative se détériorer.

Quelles sont les conséquences de la concurrence par les coûts entre les pays de la zone euro si elle s'amplifie ?

- Une dégradation des finances publiques dans les pays qui essaient d'améliorer leur compétitivité-coût en baissant les impôts des entreprises (France) ;
- des pressions déflationnistes inutiles si tous les pays de la zone euro passent à cet équilibre non-coopératif où chacun essaie de réduire ses coûts de production, au-delà de ce qui est la correction d'une hausse antérieure anormale des coûts.

En théorie, dans une Union Monétaire, les politiques économiques qui affectent les coûts de production devraient être coordonnées puisqu'elles génèrent des externalités importantes sur les autres pays.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 01 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com

www.research.natixis.com

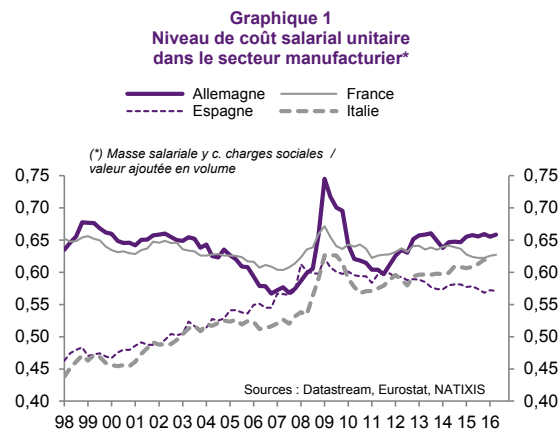
BANQUE DE GRANDE CLIENTELE
EPARGNE ET ASSURANCE
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

Concurrence par les coûts entre les pays de la zone euro

Nous nous limitons pour simplifier au cas de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, de l'Italie.

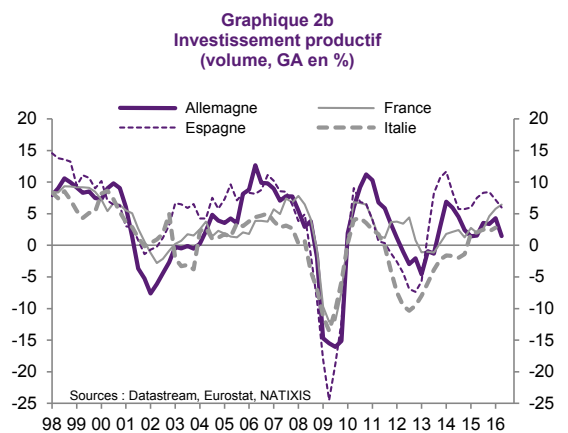
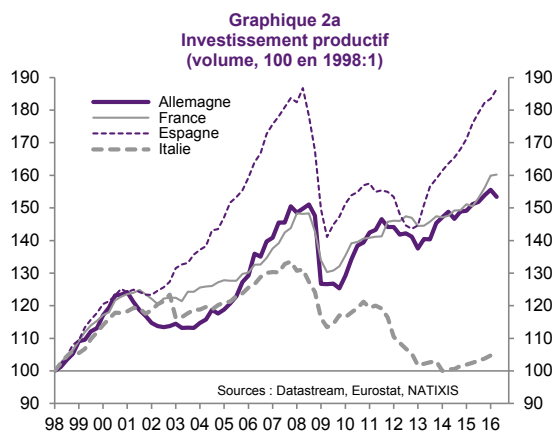
Le **graphique 1** montre l'évolution des niveaux des coûts salariaux unitaires de l'industrie manufacturière de ces pays.

On voit, depuis la crise de 2008-2009, que **la compétitivité-coût relative de l'Espagne et de la France s'est améliorée**, que celle de l'Allemagne et de l'Italie s'est détériorée.

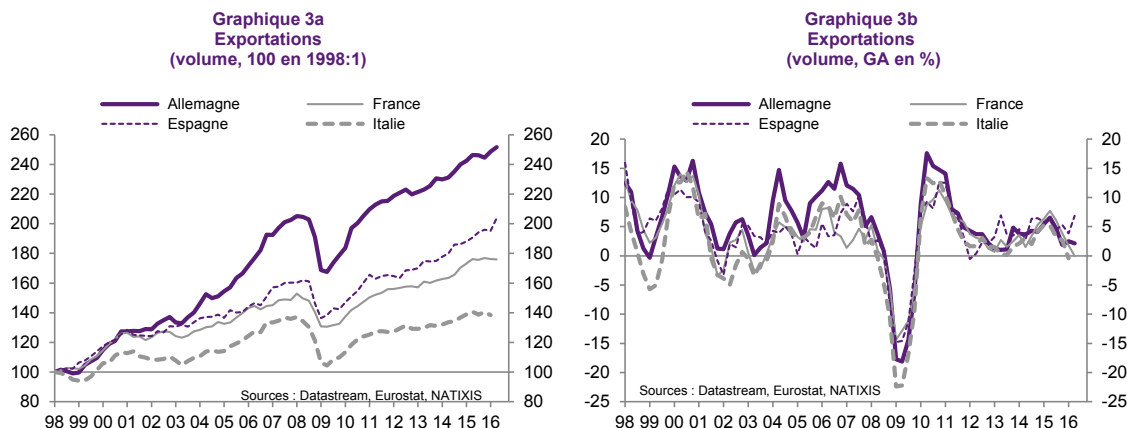


Les effets de cette déformation des compétitivités-coûts relatives des grands pays de la zone euro sont clairs :

- **redressement de l'investissement en Espagne puis en France**, pas en Allemagne ou encore moins en Italie (**graphiques 2 a/b**) ;



- redressement des exportations en Espagne, mais pas en France, pas en Italie (graphiques 3 a/b).

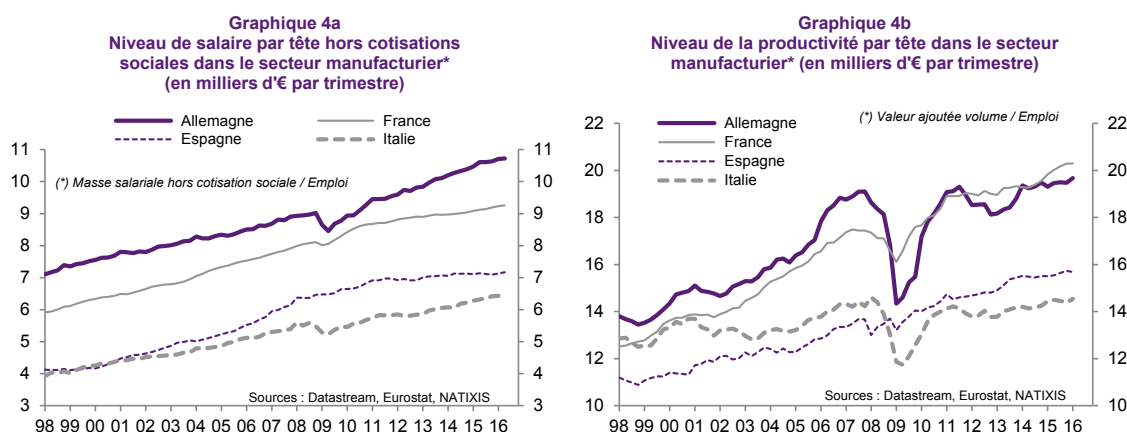


Il y a donc bien accroissement de l'intensité de la compétitivité-coût entre les pays de la zone euro, l'enjeu étant l'accroissement des parts de marché à l'exportation et l'attraction des investissements.

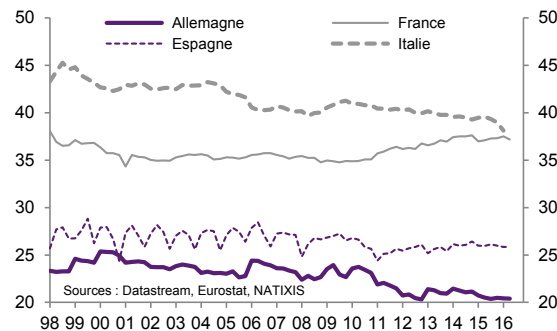
D'où vient l'évolution de la compétitivité-coût de l'industrie ?

Nous allons décomposer l'évolution du niveau du coût salarial unitaire de l'industrie (graphique 1 plus haut) entre :

- celle du **saire par tête hors cotisations sociales** dans l'industrie manufacturière (graphique 4a) ;
- celle de la **productivité par tête** dans l'industrie manufacturière (graphique 4b) ;
- celle du poids des **cotisations sociales** dans l'industrie manufacturière (graphique 4c).



Graphique 4c
Poids des cotisations sociales dans l'industrie manufacturière (en % de la masse salariale dans le secteur manufacturier)



On voit que **l'évolution de la compétitivité-coût de l'industrie depuis la crise de 2008-2009 est due** :

- **en Allemagne, à la hausse rapide des salaires et à la stagnation de la productivité** (d'où hausse du coût unitaire) ;
- **en France, à la modération salariale et à l'accélération de la productivité** (d'où baisse du coût unitaire) ;
- **en Espagne, à la stabilisation des salaires et à la progression de la productivité** (d'où baisse du coût salarial) ;
- **en Italie, à la hausse des salaires et à la stagnation de la productivité** (d'où hausse du coût salarial malgré la baisse des cotisations sociales).

Synthèse : quels risques associés à une concurrence par les coûts intense entre les pays de la zone euro ?

Nous avons vu que les pays de la zone euro se livraient depuis la crise de 2008-2009 une concurrence par les coûts intense avec des effets visibles sur l'investissement et les exportations.

Cette situation peut être dangereuse :

- **dégradation des finances publiques** pour les pays qui utilisent la baisse des impôts des entreprises, sans la compenser par une baisse des dépenses publiques, pour réduire les coûts de production (France avec le CICE - Pacte de Responsabilité) ;
- **risque déflationniste si tous les pays passent à l'équilibre non-coopératif** où ils réduisent leurs coûts salariaux pour essayer de gagner des parts de marché et attirer des investissements.

Les politiques économiques qui modifient les coûts de production génèrent des externalités importantes (affectent fortement la situation des autres pays) **dans une Union Monétaire : elles devraient donc être coordonnées.**

Un pays qui a connu une hausse anormale de ses coûts de production peut bien sûr la corriger, mais cette correction ne doit pas devenir une tentative non-coopérative pour prendre des activités productives aux autres pays de la zone euro.